L’occasion de les faire tomber

écrit par Pierre Duriot | 8 janvier 2025

Il va falloir se pencher sérieusement sur ces ZFE dont le RPF a évoqué très tôt les effets néfastes et surtout, ce qui ressemble à une chasse aux pauvres dans les centres villes.

Les emmanches avec les forces de l'ordre ont déjà commencé, à Lyon par exemple et on se demande qui donne les ordres aux policiers, sachant qu'ils avaient visiblement reçu des consignes pour marquer le coup dans plusieurs villes, même si l'heure n'était pas à la verbalisation. Le problème est que le parc automobile concerné est très important, plus de quarante pour cent en moyenne et dans des quartiers pauvres ou des villages périphériques ruraux, ce pourcentage va monter bien au-delà de la moitié. Et ceux qui ont des vignettes Crit-Air 2 avec des voitures thermiques auraient tort de se réjouir, ils seront concernés d'ici peu car la ficelle est très grosse. Il ne faut pas sortir de la cuisse de Jupiter pour deviner qu'à très court terme, seules les voitures électriques seront autorisées à circuler. Alors même que de nombreux possesseurs actuels de voitures thermiques Crit-Air2 n'ont pas plus que les possesseurs de véhicules anciens, de quoi changer de voiture. Et comme par hasard, le prix des vignettes est à la hausse…

Il va falloir imaginer une réaction populaire et même si, au RPF, nous ne préconiserons jamais de révolte. La réaction légale est possible avec des élections municipales qui auront lieu l'année prochaine. Il va falloir marteler cette thématique de campagne qui va monter en tour, parce que de nombreuses personnes utilisent des véhicules interdits pour aller travailler et parce que la voiture électrique, dont les ventes baissent conséquemment n'a pas forcément d'avenir radieux, de l'avis de quelques spécialistes qui commencent à douter. **Non seulement cela, mais scientifiquement, on peut retourner les calculs dans tous les sens, braquer les automobilistes dans quelques villes françaises n'a strictement aucune chance, face à une consommation mondiale record de charbon, de changer quoi que ce soit au climat de la planète**. Cette mesure contraignante est donc totalement inutile et ne cherche qu'à braquer pour braquer : on est dans l'emmerdement forcené pur et simple de la population, d'autant qu'en ville, les particules fines résultent en

grande partie des pneus et des freins, ce qui n'est pas pris en compte. Il va falloir donc mener campagne sur ce thème contre les maires qui l'ont mis en place et exiger des candidats qui se présenteront, qu'ils s'engagent à arrêter ce dispositif ségrégationniste. On peut d'ailleurs logiquement penser qu'un maire qui ferait campagne sur l'arrêt de ces fantasmes écolo-idiots, pourrait rafler la mise. Derrière, il va falloir payer des portiques, payer un service de gestion des factures, maintenir les portiques, dont on se doute qu'ils seront régulièrement dégradés et gérer au quotidien la colère des usagers. Voilà donc un thème de campagne fédérateur qui concerne tous ceux qui ne peuvent pas, ou ne veulent pas se payer une voiture électrique. Rappelons le, l'idée finale est bien de n'autoriser que les voitures électriques dont les batteries sont bien plus polluantes, lors de leur fabrication qu'un cycle de vie de petite voiture classique et qui en plus ont une durée de vie infiniment moins longue. Rappelons le encore, une voiture thermique dure cinquante ans si elle est correctement entretenue.

Revenons aux forces de l'ordre, dont on a l'impression qu'elles ont reçu des consignes dans le sens du flicage des voitures périmées... on se demande s'il n'y a pas plus urgent, comme type de délinquance, dans ces grandes villes de gauche rongées par le trafic de drogue et les violences urbaines. On a clairement l'impression que faire cesser un rodéo de quartier est devenu moins important que de stopper une Twingo de 25 ans d'âge, conduite par un smicard. Les policiers, même s'ils ont des ordres auxquels ils doivent obéir, pourraient simplement regarder ailleurs, ne pas voir et exprimer ainsi un minimum de solidarité avec la population fragile qu'ils sont censés protéger et qui ne représente aucune menace en roulant dans une vieille voiture. Cette infamie des ZFE pourrait également intéresser quelques brillants avocats, puisque son côté anticonstitutionnel est assez évident : ségrégation par

l’argent, entrave à la liberté fondamentale de circuler, vente forcée de véhicules…

Ces mesures dignes d’une dictature verte qui s’affermit peuvent aussi devenir l’occasion, dès l’an prochain, de faire tomber de leurs sièges de maires, quelques idéologues hors-sol qui n’ont pas l’air de mesurer ce qu’est devenu le quotidien de leurs administrés et des opposants seraient bien inspirés de se lancer dès à présent dans des campagnes électorales…

Rassemblement du Peuple Français

Le groupe Telegram du RPF :

https://t.me/R_P_France
Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.